

# Marseille, la deuxième ville de France en plein naufrage

**FRANCE** Un an après l'effondrement de deux immeubles rue d'Aubagne, le 5 novembre 2018, l'agonie politique de l'équipe municipale du maire Jean-Claude Gaudin fait le jeu du Rassemblement national

RICHARD WERLY, PARIS

🐦 @LTwerly

Ce refrain politique est malheureusement rituel en France, à l'approche des élections municipales de mars 2020: plus les équipes municipales sortantes perdent pied dans les grandes villes où Marine Le Pen fit un bon score présidentiel en 2017, plus les chances du Rassemblement national de les conquérir par les urnes augmentent.

Difficile de ne pas voir cela à Marseille, un an après l'effondrement tragique, le 5 novembre 2018, de deux immeubles vétustes de la rue d'Aubagne, dans lesquels huit personnes ont trouvé la mort. Un récent sondage de l'institut Elabe place le candidat du RN, l'actuel maire des 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> arrondissements Stéphane Ravier, en tête au premier tour avec 20,5% des voix si la droite traditionnelle ne parvient pas à s'unir. Une preuve de l'impact désastreux sur l'opinion de l'agonie politique du maire Jean-Claude Gaudin, 80 ans, maire de la cité phocéenne depuis 1995, dont le bilan est dénoncé dans un livre au vitriol du journaliste Philippe Pujol, *La Chute du monstre. Marseille année zéro* (Ed. Seuil).

L'ancien reporter du quotidien communiste *La Marseillaise* raconte la descente aux enfers de Marseille gangrenée par la corruption, les arrangements entre élus et syndicats, le trafic de drogue dans ses quartiers populaires abandonnés et les manœuvres immobilières. «Marseille va mal. C'est un parfait résumé de l'ensemble des maux de notre société. La tragédie de la rue d'Aubagne en est un symptôme dont l'opinion publique n'a sans doute pas pris la mesure ni le poids de l'allégorie», avertit celui qui avait déjà chroniqué la chute effroyable de sa ville dans *La Fabrique du monstre* (Ed. les Arènes).

## Quartiers abandonnés et manœuvres immobilières

Confirmation par un familier des quartiers nord, régulièrement scandés par les règlements de comptes entre trafiquants: «Il n'y a pas de fatalité à Marseille. Il y a une situation d'abandon. On a sciemment laissé tomber des quartiers en ruine pour y concentrer la misère et la criminalité, afin de permettre dans d'autres parties de la ville des opérations de rénovation urbaine très médiatiques.» C'est aussi l'axe du livre de Philippe Pujol: dénoncer la cohabitation, dans cette métropole de près d'un million d'habitants, de quartiers rénovés emblématiques comme celui des docks de la Joliette, et de zones entières abandonnées.

## Marseille gangrenée par la corruption, les arrangements entre élus et syndicats, le trafic de drogue

A ces critiques, le maire octogénaire Jean-Claude Gaudin a choisi de ne pas répondre. Le 5 novembre, pour le premier anniversaire de la tragédie de la rue d'Aubagne, il n'était pas présent sur les lieux où son nom a encore été conspué. Pour l'équipe municipale actuelle, mise en cause en raison de la vétusté de nombreux immeubles appartenant à la mairie, les responsabilités ne peuvent pas être imputées à la ville. L'Etat est aussi largement responsable, de même que l'imbroglio juridique qui paralyse le parc immobilier vétuste des anciens quartiers proches du port, construits sous le Second Empire – dans les années 1850-1860 – pour abriter les grandes familles bourgeoises de négociants, puis abandonnés au lendemain de la décolonisation lorsque le port de Marseille, tourné vers l'Algérie, commença à périlcliter. A preuve: 187 bâtiments et 3700 personnes ont été évacués depuis l'effondrement

des deux immeubles de la rue d'Aubagne, dans le quartier de Noailles, à proximité de la préfecture. D'où les accusations de Philippe Pujol sur «les investissements dans les seuls quartiers traversés par le tramway tout neuf, outil de rénovation plutôt que développement utile du réseau de transport en commun».

## Les municipales de mars 2020

Les élections municipales de mars 2020 seront dès lors bien plus qu'un test. Il s'agit de savoir si, en France, le système marseillais peut perdurer. La dette publique de la municipalité s'élève encore à 2103 euros par habitant, selon un rapport de l'Institut Montaigne, largement au-dessus de la moyenne des villes étudiées qui s'établit à 1080 euros par habitant. Or aucune mesure de rétorsion, ou de mise sous contrôle, n'a jusqu'ici été prise par l'Etat. La droite locale s'est bien gardée d'apporter des réponses à ce rapport. Divisée au sujet de l'héritière annoncée de Jean-Claude Gaudin, Martine Vassal, celle-ci se retrouve en effet sous le feu croisé des attaques des deux ténors locaux: Jean-Luc Mélenchon pour la gauche radicale, puisqu'il est depuis 2017 député «France Insoumise» du Vieux-Port, et Stéphane Ravier, le représentant du Rassemblement national. La chute du monstre marseillais cache, bel et bien, un naufrage français. ■